1. *Débitrice:* **TREGO AG**, Rue de l'Eglise 8,
2900 Porrentruy
2. *Remarques:* Notification selon art. 66 al. 4 LP
Commandement de payer n° 20707147 poursuite en réalisation de gage immobilier
Créancier: Service des Eaux de la ville de Porrentruy, rte d'Alle 58, 2900 Porrentruy
Créance: CHF 3'801.55 avec un intérêt de 5 % dès le 01.03.2007 et frais de poursuite.
Titre et date de la créance, cause de l'obligation:
Consommation d'eau des années 2003, 2004, 2005 et 2006 pour l'immeuble rue de l'Eglise 8, 2900 Porrentruy.
Désignation immeuble: Feuillet n° 156 ban de Porrentruy.
Le débiteur est sommé de payer au créancier dans le délai de six mois dès la notification du présent commandement de payer les sommes ci-dessus ainsi que les frais de poursuite. Si le débiteur, le tiers propriétaire ou, au cas où l'immeuble grevé sert de logement familial (art. 169 CC), le conjoint du débiteur ou du tiers propriétaire entend contester tout ou partie de la dette, le droit du créancier d'exercer des poursuites ou tout ou partie du droit de gage, il doit former opposition, c'est-à-dire en faire, verbalement ou par écrit, la déclaration immédiate à celui qui lui remet le commandement de payer ou à l'office soussigné dans les dix jours à compter de la notification du commandement de payer. Le débiteur poursuivi, le tiers propriétaire ou le conjoint du débiteur ou du tiers propriétaire qui ne conteste qu'une partie de la dette doit indiquer exactement le montant contesté, faute de quoi la dette entière est réputée contestée. Si le débiteur et son conjoint vivent sous le régime de la communauté de biens (art. 221 ss CC), l'office des poursuites doit être avisé, afin qu'il puisse également notifier au conjoint le commandement de payer et les autres actes de poursuite. Le conjoint peut aussi former opposition. Si l'épouse poursuivie est soumise au régime de l'union des biens ou de la communauté de biens selon le Code civil dans sa teneur de 1907 (cf. art. 9e et 10/10a Titre final CC), un commandement de payer n'est notifié à son mari que si le créancier en fait la demande. Dans ce cas, le mari peut aussi former opposition. Si le débiteur n'obtempère pas à la présente sommation de payer, le créancier pourra requérir la vente du gage.
Porrentruy, le 18 octobre 2007.
Le présent acte est notifié au débiteur le 24 octobre 2007, par insertion dans la Feuille officielle suisse du commerce et dans le Journal officiel de la République et Canton du Jura.
Office des poursuites
2900 Porrentruy
(00262865)